



Solutions adoptées en vue de maintenir les échanges sur les marchés des intrants au temps de la covid-19

CONTEXTE

La pandémie de covid-19 constitue une lourde menace pour les chaînes d'approvisionnement en intrants agricoles.¹ Elle est en effet susceptible de peser sur l'accessibilité et la disponibilité de ces intrants – dont, notamment, les semences, les engrais et les pesticides – ainsi que sur la main-d'œuvre.

Les effets de la pandémie de covid-19 seront ressentis tout au long des chaînes d'approvisionnement et de demande et nécessiteront des interventions ciblées. Ils se traduisent d'ores et déjà par des perturbations au niveau de la circulation des marchandises et de la main-d'œuvre qui ne sont pas sans conséquence sur la production et la distribution des intrants agricoles commercialisés. Il en résulte la nécessité chez les acteurs de la chaîne d'approvisionnement d'adapter leur fonctionnement à un environnement nouveau en constante évolution. Il leur faut prendre les bonnes mesures pour renforcer les services d'appui, notamment logistique et financier, et contribuer ainsi au bon fonctionnement de ces filières. Parallèlement à cela, la demande d'intrants agricoles a elle aussi été touchée par la pandémie. L'incertitude qui pèse sur les filières agricoles, les pénuries de main-d'œuvre et le ralentissement économique général menacent les revenus et sont susceptibles de mettre en péril les programmes financés par des fonds publics qui stimulent les investissements dans l'agriculture. Le manque de liquidités qui s'ensuit risque de faire baisser la demande d'intrants agricoles et donc de perturber la production agricole à moyen terme.

L'exposition des systèmes agricoles aux bouleversements causés par la pandémie dépendra dans une large mesure de l'intensité et de la répartition de l'utilisation des intrants, qui varient selon les pays et les produits agricoles. D'une manière générale, la production des pays à revenu élevé repose principalement sur des systèmes à fort coefficient de capital, contrairement à ce que l'on observe dans les pays à faible revenu, où la production est avant tout tributaire de la main-d'œuvre et où l'utilisation d'intrants intermédiaires est limitée.

Les perturbations de l'offre et de la demande d'intrants auront par conséquent des répercussions différentes d'un pays à l'autre et au sein de chaque pays, et devront être prises en compte dans les stratégies adoptées en fonction du contexte. Les différences qui caractérisent les marchés d'intrants devront elles aussi être considérées. Les marchés des engrais, par exemple, sont fortement concentrés dans cinq pays, qui représentent 80 pour cent de la production mondiale. Or un degré élevé de concentration est de nature à accroître la vulnérabilité des marchés face aux bouleversements. Le secteur des semences, en pleine expansion, est lui aussi très concentré, quoiqu'un peu moins localisé que celui des engrais. D'autres produits chimiques, tels que les

¹ Dans le contexte de la présente note d'orientation, la notion d'intrants agricoles désigne la main-d'œuvre, les produits intermédiaires (comme les engrais et les semences) et les biens d'équipement (tels que les machines). Cette liste n'est pas exhaustive, et on s'intéresse ici essentiellement aux intrants considérés comme étant les plus touchés par la pandémie de covid-19.

pesticides, connaissent une situation similaire ce qui fait que leurs marchés risquent d'être touchés de la même manière par la pandémie de covid-19.

Il est fondamental que tous les acteurs qui interviennent dans la chaîne d'approvisionnement en intrants coordonnent leurs interventions afin d'assurer la stabilité de la production alimentaire et de réduire l'incertitude sur les marchés. La présente synthèse décrit les éléments à considérer pour la mise en place de mesures liées aux répercussions de la pandémie de covid-19 sur les marchés des intrants agricoles, et formule des recommandations pratiques concernant l'atténuation de ses effets à court et à long terme.

PRINCIPAUX DOMAINES D'ACTION

- Adopter les mesures sanitaires recommandées dans le cadre de la production d'intrants commercialisables (semences, engrais et produits phytosanitaires) et les appliquer à l'ensemble des opérations logistiques afin que les chaînes d'approvisionnement continuent de fonctionner sans transmettre ni propager le virus.
- Garder les circuits commerciaux ouverts dans l'ensemble des chaînes d'approvisionnement en intrants et envisager d'inclure les intrants agricoles commercialisables dans les marchandises essentielles pour maintenir les marchés en activité et prévenir les défauts d'approvisionnement.
- Garantir l'accès à des informations exactes et actuelles sur la production, les circuits de distribution, les mesures adoptées et d'autres aspects de l'approvisionnement et de la demande sur les marchés des intrants agricoles afin de permettre aux opérateurs de s'adapter en cas de perturbations et de faire en sorte que la chaîne d'approvisionnement en intrants agricoles continue de fonctionner correctement.
- Adapter et poursuivre l'appui aux services financiers agricoles auxquels font appel les marchés locaux des intrants agricoles et alléger les restrictions d'accès pour les agriculteurs compte tenu du risque de contraction des revenus.

PRATIQUES OPTIMALES A ADOPTER POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS EN MATIERE DE POLITIQUES

Pour soutenir l'approvisionnement en intrants agricoles:

Adopter des mesures sanitaires en vue de la reprise de la production. Du côté de l'offre, les installations de production doivent reprendre leurs activités pour éviter une pénurie d'intrants agricoles intermédiaires. Afin de limiter le risque d'infection au cours des processus de production, il est indispensable de concevoir et de mettre en place des stratégies et des mesures de protection de la santé des travailleurs. Il est impératif d'adopter et de faire **respecter des règles très strictes en matière de santé et de sécurité, dont des mesures telles** que le maintien d'une distance physique, la diminution des interactions entre les collaborateurs et la mise à disposition de produits d'hygiène, comme des masques et du désinfectant. En parallèle, poursuivre les activités de détection des symptômes liés à la covid-19 et de suivi des contacts entre les collaborateurs pourrait favoriser la réouverture des usines de production, laquelle dépend entièrement de la gravité de la crise. Les gouvernements pourraient en outre communiquer d'autres orientations quant aux règles de santé et de sécurité à appliquer afin de réduire les risques d'infection dans les installations de production et de transformation et d'encourager l'adoption de plans d'urgence propres à chacune d'entre elles. Compte tenu du niveau global de contraction économique, les mesures d'endiguement sur les sites de production et de transformation pourraient s'accompagner de politiques ciblées, comme des exonérations d'impôt, l'allongement des délais de paiement des impôts et l'accès au crédit.

Ces politiques doivent tenir compte des caractéristiques propres à chaque secteur agricole et les approches génériques doivent être évitées.

Pour maintenir les échanges commerciaux d'intrants agricoles:

Inclure les intrants agricoles dans la catégorie des marchandises essentielles. Il est fondamental que les échanges d'intrants agricoles entre les pays² se poursuivent, et ce, malgré les mesures de confinement prises à l'échelle nationale et la fermeture des frontières. Il faudra peut-être recourir à des mesures facilitant le commerce d'intrants et de matériel agricoles essentiels à court terme. L'élargissement de la notion de «marchandises essentielles» (non visées par les restrictions de circulation) à la catégorie des intrants agricoles améliorerait les flux commerciaux entre pays et à l'intérieur de chaque pays. Plus de 17 pays l'avaient déjà fait au début du mois d'avril 2020. Il s'agit d'une démarche fondamentale étant donné que la campagne des semis primaires approche dans de nombreuses régions du monde. Dans l'immédiat, les gouvernements devraient focaliser leur action sur l'amélioration de la mobilité des intrants dans le secteur agricole en mettant l'accent sur la livraison et la disponibilité des produits pour les exploitants (comme l'ont fait la Chine, avec les «canaux verts», et les Philippines, avec les *food passes* ou «laissez-passer alimentaires»).

Assurer l'appui à la logistique, indispensable pour les échanges commerciaux. La pandémie de covid-19 a bouleversé les services d'appui logistique, en particulier en ce qui concerne le transport (FAO, 2020b). Les ports ont par exemple imposé différents types de restrictions relatives aux navires et aux équipages qui ralentissent le commerce maritime. Les services de transport étant absolument nécessaires pour continuer d'assurer la livraison des produits, il est indispensable de prendre certaines mesures pour maintenir les opérations. Cependant, le contexte actuel fait que les pays doivent mettre en place une surveillance sanitaire stricte dans le secteur pour que la circulation des marchandises ne favorise pas la transmission du virus. La santé et la sécurité des travailleurs qui transportent des intrants commercialisables doivent être protégées et nécessitent, dans bien des cas, d'étoffer les services d'inspection, de moderniser les systèmes d'assainissement, de recourir de manière plus systématique aux documents numériques et d'investir davantage dans les infrastructures afin que le risque sanitaire reste minime. Le Gouvernement français, par exemple, a pris des mesures pour assurer la disponibilité d'installations sanitaires le long des réseaux routiers et permettre aux conducteurs de camion de les localiser facilement (Commission européenne, 2020).

Surveiller les effets des distorsions politiques sur les marchés des intrants. À moyen terme, les politiques relatives au commerce agricole seront sans doute modifiées en vue de diminuer l'ampleur des retombées négatives de la pandémie de covid-19 sur l'approvisionnement en intrants commercialisables. Les gouvernements peuvent cependant déjà adopter des politiques d'urgence pour soutenir la production. Des subventions temporaires aux intrants peuvent être envisagées, notamment au profit des régions et chaînes de valeur les plus touchées par la flambée de la maladie et pour financer les mesures prises pour y faire face. Il est fondamental d'intervenir à temps en vue de la campagne de semis de printemps qui approche.

Réaménager la politique commerciale pour améliorer le fonctionnement des marchés.

Les pays devront procéder à des analyses plus poussées pour évaluer l'utilité et les répercussions possibles de la modification de certains aspects de leur politique commerciale, comme les droits de douane à l'importation pour les intrants agricoles commercialisables, en particulier si le suivi des prix révèle une augmentation des prix de certains produits (dont les phosphates et l'urée) et si les capacités de production nationales sont restreintes. Les mesures commerciales varient en fonction de la production et de l'utilisation des intrants dans chaque

² Les conséquences de la pandémie de covid-19 sur le commerce sont abordées dans la synthèse de la FAO intitulée *Marchés agroalimentaires et politique commerciale au temps de la covid-19* (FAO, 2020a). La présente synthèse s'intéresse surtout au commerce sur les marchés des intrants agricoles et présente des exemples de mesures et des recommandations propres à ce secteur.

pays. Ces ajustements pourraient être l'occasion d'améliorer certaines procédures et politiques afin d'optimiser le commerce.

Accroître la disponibilité et la diffusion des données. L'accès à des données précises et actuelles est une condition essentielle au bon fonctionnement des chaînes d'approvisionnement en intrants. L'information réduit l'incertitude sur les marchés et permet à des entités telles que les gouvernements ou les entreprises de réagir rapidement face aux risques et aux perturbations. Un meilleur accès aux données peut aussi favoriser des interactions coordonnées et équilibrées entre les secteurs public et privé et limiter le recours à des politiques qui peuvent se révéler préjudiciables et nuire aux opérations de la chaîne d'approvisionnement. D'après une évaluation du Forum économique mondial, l'échange d'information est un outil clé pour faire face aux bouleversements dans les chaînes d'approvisionnement et renforcer durablement la résilience (Forum économique mondial, 2020).

Pour promouvoir l'investissement dans les intrants agricoles:

Réduire la précarité des revenus au niveau des exploitations. Afin d'aider les agriculteurs à se procurer des intrants agricoles dans le climat d'incertitude lié à la pandémie, il est important de limiter les risques qui pèsent sur les revenus agricoles et qui découlent, par exemple, de maladies et de l'évolution de la demande de produits agricoles. Les mesures qui favorisent le maintien des chaînes de valeur agricoles, notamment en soutenant les plateformes de commerce électronique qui mettent en relation producteurs et consommateurs et en garantissant une offre de main-d'œuvre suffisante, contribuent également à réduire les menaces qui planent sur les revenus agricoles. Par ailleurs, l'accès au crédit permet d'atténuer les problèmes de liquidités temporaires. Les gouvernements pourraient également faciliter l'accès aux prêts sans intérêt et accorder des paiements en espèces ou des subventions temporaires aux agriculteurs pauvres pour favoriser la reprise de la production. L'Inde et les Philippines ont par exemple mis en place des mesures de soutien consistant en transferts monétaires aux agriculteurs pour limiter les problèmes de liquidités causés par la pandémie. L'Inde a en outre reporté les échéances des versements échelonnés pour le remboursement des crédits agricoles. À Haïti, l'Initiative Main dans la main de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) soutient la collaboration engagée entre le Gouvernement et l'Organisation dans le cadre du programme SCALE-UP, qui distribue des engrais aux petits exploitants, entre autres activités.

Encourager le passage au numérique sur les marchés des intrants. Les services de commerce numérique, comme le commerce électronique et les entreprises de livraison qui y sont liées, ont pris davantage d'importance pendant la pandémie et jouent un rôle majeur dans les chaînes de valeur agricoles et les interactions entre différents marchés (main-d'œuvre, production et consommateurs, par exemple). Les «villages Taobao», en Chine, en sont une belle illustration. De grandes entreprises de commerce électronique collaborent en effet avec le Gouvernement chinois pour inciter les marchés ruraux à dématérialiser leurs services et à s'incorporer à l'économie du commerce électronique. La réussite de ce modèle commercial s'explique en partie par l'«effet écosystème» du commerce électronique, qui stimule à la fois l'offre et la demande sur le marché. Ces plateformes proposent par exemple des intrants agricoles, tels que des engrais et des pesticides, qui sont pour la plupart biologiques et abordables. La dématérialisation des transactions commerciales est un moyen pour les vendeurs de réduire leur dépendance vis-à-vis des intermédiaires et d'accéder directement aux marchés (SAMPi, 2017). De même, la promotion et l'adoption d'applications et de plateformes électroniques consacrées au partage de tracteurs, comme «Hello Tractor», peuvent faciliter l'accès aux machines (Forbes, 2019).

Alléger les restrictions de déplacement pour l'achat d'intrants agricoles. Dans l'immédiat, les politiques devraient permettre aux agriculteurs de se déplacer librement pour acheter des intrants sur les marchés structurés et non structurés, tout en respectant les mesures sanitaires

nécessaires et en tenant compte du fait que les services de transport public risquent d'être interrompus ou bloqués. À moyen terme, il faudra s'intéresser à l'utilité des achats publics d'intrants agricoles essentiels et des systèmes de livraison contre remboursement qui sont susceptibles d'aider les agriculteurs à se procurer des intrants agricoles.

Continuer d'assurer le soutien public à l'investissement dans les intrants agricoles.

Compte tenu de la contraction économique globale et des vastes programmes mis en place actuellement dans de nombreux pays en matière de fiscalité, on peut s'attendre à ce que les gouvernements rencontrent des difficultés financières et réaffectent leurs budgets pour privilégier les plans de relance budgétaire et d'aide sociale, ce qui pourrait constituer un risque important pour les programmes destinés à accroître l'utilisation des intrants agricoles pour améliorer la productivité au niveau des exploitations. Le manque de soutien financier pourrait faire baisser l'utilisation des intrants et, par conséquent, la demande de ces produits et la productivité agricole à moyen terme. Le recul de la demande aura quant à lui des conséquences particulièrement néfastes sur le secteur privé des intrants agricoles qui émerge dans les pays en développement. Le Ghana, par exemple, a assuré aux agriculteurs que les subventions à l'achat de semences et d'engrais restaient d'actualité. Il est fondamental que les gouvernements demeurent durablement attachés aux programmes de subventions aux intrants afin de protéger le développement futur des industries locales et de contribuer à stimuler la productivité agricole. Ils pourraient également envisager de repenser certains programmes de subventions et les associer à d'autres pratiques, telles que la gestion des sols et l'irrigation.

Pour encourager et faciliter le déplacement de la main-d'œuvre agricole:

Exclure la main-d'œuvre agricole des restrictions de déplacement. Les restrictions de déplacement et la fermeture des frontières sont des mesures prises pour lutter contre la pandémie de covid-19 qui ont une incidence négative majeure sur l'offre de main-d'œuvre agricole. Les pénuries qu'on observe peuvent être atténuées au moyen de politiques désignant les travailleurs agricoles comme prestataires de services essentiels au fonctionnement des systèmes, les excluant ainsi des restrictions de déplacement. La Colombie et l'Afrique du Sud, entre autres, ont par exemple instauré des exceptions pour les travailleurs agricoles afin d'éviter une baisse de la disponibilité de la main-d'œuvre.

Faciliter les déplacements transfrontières de travailleurs migrants. La fermeture des frontières entrave la circulation des travailleurs migrants saisonniers, qui représentent une part considérable de la main-d'œuvre agricole dans les pays. Il convient dès lors, afin de limiter les pénuries de main-d'œuvre, de prolonger la durée de séjour autorisée pour les travailleurs saisonniers qui sont déjà dans le pays en modifiant la réglementation relative aux visas et aux conditions de séjour et de résidence. Parallèlement, des stratégies permettant d'exempter les travailleurs saisonniers migrants des restrictions imposées sur les mouvements transfrontaliers devraient être mises au point. Dans ce contexte, les gouvernements pourraient faciliter le transport des travailleurs saisonniers entre les pays et au sein de ceux-ci tout en conservant un certain degré de contrôle sur les déplacements des travailleurs migrants étrangers. L'Allemagne a par exemple mis en place un quota autorisant 40 000 travailleurs migrants saisonniers à se rendre dans le pays en avril et en mai et a affrété des vols pour faciliter leur voyage.

Encourager l'intégration de la population locale à la main-d'œuvre agricole. En complément de l'allègement des restrictions imposées aux travailleurs agricoles migrants, on peut envisager de former la population locale à des activités telles que les opérations de récolte et de stockage. Les travailleurs sans emploi pourraient ainsi s'insérer provisoirement dans le secteur agricole. Les mesures prises à cette fin devraient être axées sur la mise en relation des populations locales avec les exploitants (à l'aide de plateformes en ligne), ainsi que sur l'incitation de la main-d'œuvre à l'aide de primes salariales. Certains pays comme la France et l'Espagne ont appelé leur population à travailler dans le secteur agricole, en particulier à la récolte de fruits et légumes.

Faire de la santé de la main-d'œuvre agricole une priorité. Les mesures adoptées doivent également donner la priorité à la protection de la santé des travailleurs agricoles. Accorder une assurance-maladie ou des subventions d'assurance-maladie aux travailleurs migrants favorisent le traitement rapide et la prise de mesures d'endiguement immédiates en cas d'infection. Les pratiques de sécurité, comme le maintien de la distance recommandée entre les travailleurs, dans les champs, dans les logements comme sur le lieu de production, sont essentielles pour réduire le risque de transmission du virus. Les gouvernements pourraient par exemple communiquer des orientations techniques aux agriculteurs concernant les pratiques d'endiguement à adopter sur le lieu d'exploitation.

Le tableau 1 présente un récapitulatif des mesures qui ont été prises pour atténuer les effets de la pandémie de covid-19 sur l'offre et la demande d'intrants agricoles.

TABLEAU 1 | Exemples de politiques actuelles visant à atténuer les répercussions négatives de la pandémie de covid-19 sur l'approvisionnement et la demande sur les marchés des intrants agricoles

APPROVISIONNEMENT	DEMANDE
<ul style="list-style-type: none"> • Créer une filière pour favoriser la mobilité dans le secteur agricole, et notamment la livraison des intrants (comme les «canaux verts» en Chine [IFPRI, 2020a] et le «food pass» aux Philippines [Ministère de l'agriculture des Philippines, 2020]) et interdire les barrages non autorisés. • Concevoir et adopter des technologies agricoles (comme l'agriculture numérique) pour limiter les effets de la pandémie de covid-19 sur différents marchés, dont celui de l'approvisionnement en intrants (Devex, 2020). • Accorder une certaine flexibilité et des permis d'exploitation pour les magasins d'intrants sur les lieux d'exploitation et leurs partenaires dans la chaîne de valeur (unités de production et intermédiaires commerciaux) (The Hindu Business Line, 2020). • Stimuler l'activité sur les marchés des intrants, par exemple en accordant des prêts intéressants aux petites et moyennes entreprises qui en produisent (The Hindu Business Line, 2020). • Faire connaître et promouvoir l'importance de mettre au point des plans d'intervention d'urgence (Technology Networks, 2020). 	<ul style="list-style-type: none"> • Développer des mécanismes de rétrocession de prêts et de réescompte pour les agriculteurs (Chine). • Soutien du gouvernement visant à augmenter les capacités de prêt aux producteurs, aux agro-entreprises et aux entreprises de transformation des produits alimentaires (Financement agricole Canada). • Plan d'intervention agricole visant à garantir la sécurité alimentaire, notamment par le développement des programmes existants relatifs aux potagers familiaux et la création d'un nouveau programme de soutien aux exploitations devant stimuler la production des cultures à court terme grâce à la distribution de semences et de matériel (Fidji). • Prêts accordés dans le cadre d'un programme de crédit subventionné destiné au secteur agricole (Honduras). • Exonération fiscale et allongement des délais de paiement des intérêts pour les entreprises du secteur agricole (République démocratique populaire lao). • Élargissement des systèmes de garantie de l'État, notamment pour le secteur agricole, et prêts aux petites et moyennes entreprises à hauteur d'environ 1,3 milliard d'euros (Lituanie). • Train de mesures budgétaires annoncé par le Gouvernement des Philippines pour différents secteurs, y compris l'agriculture (Philippines). • Exonération de l'impôt sur l'utilisation des terres agricoles pour les ménages et les agriculteurs (Viet Nam). • Réduction des loyers et aide financière (IFPRI, 2020b). • Subventions temporaires accordées aux agriculteurs (IFPRI, 2020a).

BIBLIOGRAPHIE

- Commission européenne.** 2020. *Coronavirus response* [disponible en ligne]. Bruxelles. [Consulté le 16 avril 2020]. (https://ec.europa.eu/transport/coronavirus-response_en?modes=3849&category=3799).
- Devex.** 2020. *Opinion: How to address the impact of COVID-19 on global food systems* [disponible en ligne]. [Consulté le 16 avril 2020]. (www.devex.com/news/sponsored/opinion-how-to-address-the-impact-of-covid-19-on-global-food-systems-96892).
- FAO.** 2020a. *Marchés agroalimentaires et politique commerciale au temps de la covid-19*. Rome (également disponible à l'adresse <https://doi.org/10.4060/ca8446fr>).
- FAO.** 2020b. *Faire face aux effets de la flambée de covid-19 sur les chaînes de valeur alimentaires grâce à une logistique efficace*. Rome (également disponible à l'adresse <https://doi.org/10.4060/ca8466fr>).
- Forbes.** 2019. *What The Uber Of Tractors Means For The Future Of Agtech In Africa* [disponible en ligne]. Jersey City (États-Unis d'Amérique). [Consulté le 16 avril 2020]. (www.forbes.com/sites/jennysplitter/2019/08/12/what-the-uber-of-tractors-means-for-the-future-of-agtech-in-africa/#41b9fa3045b7)
- Forum économique mondial.** 2020. *What past disruptions can teach us about reviving supply chains after COVID-19* [disponible en ligne]. Cologny (Suisse). [Consulté le 16 avril 2020]. (www.weforum.org/agenda/2020/03/covid-19-coronavirus-lessons-past-supply-chain-disruptions).
- Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).** 2020a. *How China can address threats to food and nutrition security from the coronavirus outbreak* [disponible en ligne]. Washington. [Consulté le 16 avril 2020]. (www.ifpri.org/blog/how-china-can-address-threats-food-and-nutrition-security-coronavirus-outbreak)
- IFPRI.** 2020b. *Chinese livestock farms struggle under COVID-19 restrictions* [disponible en ligne]. Washington. [Consulté le 16 avril 2020]. (www.ifpri.org/blog/chinese-livestock-farms-struggle-under-covid-19-restrictions).
- Ministère de l'agriculture des Philippines.** 2020. *DA calls for stronger farm to market links amid COVID-19* [disponible en ligne]. Manille [Consulté le 16 avril 2020]. (www.da.gov.ph/da-calls-for-stronger-farm-to-market-links-amid-covid-19).
- SAMPI.** 2017. *Taobao Villages: How Ecommerce Helps China's Rural Economy* [disponible en ligne]. [Consulté le 16 avril 2020]. (<https://sampi.co/taobao-villages-china-rural-ecommerce>).
- Technology Networks.** 2020. *How COVID-19 May Impact Farming* [disponible en ligne]. [Consulté le 16 avril 2020]. (www.technologynetworks.com/immunology/news/how-covid-19-may-impact-farming-332356).
- The Hindu Business Line.** 2020. *Agriculture in the time of Covid-19* [disponible en ligne]. Chennai (Inde). [Consulté le 16 avril 2020]. (www.thehindubusinessline.com/economy/agri-business/agriculture-in-the-time-of-covid-19/article31248717.ece#).

REMERCIEMENTS

La présente synthèse a été établie par Cristian Morales Opazo, Jonathan Pound et Regine Weber (Département du développement économique et social de la FAO).

